



Points de vue et attentes des consommateurs et citoyens vis-à-vis de l'élevage.

Une étude quantitative auprès de 2 000 personnes en France

D'après l'article : Delanoue E., Dockès A.C., Chouteau A., Roguet C., 2018. Regards croisés entre éleveurs et citoyens : vision des citoyens sur l'élevage et point de vue des éleveurs sur leur perception par la société. <https://productions-animales.org/article/view/2203>

En résumé : dans le cadre du projet de recherche CASDAR « ACCEPT » (2014-2018), un échantillon de 2 000 personnes statistiquement représentatif de la diversité de la population française a été interrogé par un institut de sondage sur : leur connaissance et leur évaluation de l'élevage français, leur opinion sur un certain nombre de pratiques contraignantes pour les animaux, les objectifs qu'ils assignent à l'élevage et aux filières d'élevage, les services qu'ils en attendent, leurs habitudes de consommation de produits animaux et les informations dont ils souhaiteraient disposer sur les produits animaux. Les résultats montrent que plus de la moitié des citoyens se déclarent « choqués » voire « très choqués » par des pratiques contraignantes pour les animaux, mais communément mises en œuvre en élevage, et que de l'ordre d'un tiers d'entre eux déclarent qu'ils envisagent de diminuer leur consommation de viande à court terme. 2% de la population partage les points de vue « abolitionnistes », un quart se positionne comme les « alternatifs », environ la moitié est proche des « progressistes » et 10% des « compétiteurs ». Les tendances à la diminution de la consommation de produits animaux en France apparaissent, au vu de ce travail, comme fortes, même si les évolutions sont très progressives dans les faits. Il est à noter que l'image a tendance à s'améliorer depuis 2016, qui semble avoir été, de fait un « point bas ». La consommation s'érode, mais tout doucement, avec un vrai décalage entre les déclarations d'intention et la réalité de la consommation.

Un contexte de critiques, parfois fortes, adressées à l'élevage français par divers acteurs de la société.

Ces remises en cause concernent différents aspects de l'élevage : son organisation, ses pratiques, son impact sur son environnement proche ou moins proche, ou parfois même sa légitimité.

Dans ce climat de questionnements, les organismes de recherche sur l'élevage ont lancé de nombreux travaux visant à améliorer la compréhension des points de vue et attentes des citoyens envers l'élevage (Delanoue et Roguet, 2015, Delanoue *et al.*, 2015). Entre 2014 et 2018, le projet CASDAR « ACCEPT », a allié les compétences d'ingénieurs des différents Instituts Techniques Animaux français, de chambres d'agriculture et de chercheurs en sociologie pour appréhender en profondeur la question de l'acceptabilité sociale de l'élevage. Il a porté sur les trois principales filières d'élevage du territoire (par les nombres d'animaux) : bovins (lait et viande), porcs et volailles (chair et ponte).

Entre les deux tiers et les trois quarts des citoyens expriment leur confiance dans les agriculteurs

C'est ce que montre l'analyse de 33 sondages réalisés auprès de citoyens ou consommateurs français depuis 2010. Nos concitoyens ont une image positive et qui s'améliore des agriculteurs et des éleveurs. Néanmoins, les préoccupations concernant l'élevage intensif et le bien-être animal augmentent. Selon les sondages Eurobaromètre, 90% des français considèrent que le bien-être animal est une question importante aujourd'hui, alors qu'ils étaient environ 60% il y a dix ans.

Dans le cadre d'ACCEPT, un sondage l'IFOP, auprès d'un panel de 2 000 citoyens représentatifs de la population française a été lancé en 2016, afin de quantifier leur connaissance, leur intérêt et leur image de l'élevage français, leur opinion sur un certain nombre de pratiques contraignantes pour les animaux, les objectifs qu'ils assignent à l'élevage et aux filières d'élevage, les services qu'ils en attendent, leurs habitudes de consommation de produits animaux et les informations dont ils souhaiteraient disposer sur ces produits animaux. Les résultats de ce sondage sont présentés ci-après.

98% de consommateurs de produits animaux, dans une tendance légère à la baisse.

Dans l'échantillon, 2% ne mangent jamais de viande ni d'œufs. 93% des personnes déclarent consommer des produits laitiers au moins une fois par semaine, 79 % de la viande de volailles, 76% des œufs, 74% de la viande de porc et 67% de la viande de bœuf. A la différence des autres produits animaux, légèrement moins consommés par les femmes et les jeunes, la consommation de viande de volailles et d'œufs est peu différente selon les catégories de population.

Très majoritairement, la consommation de viande n'est pas jugée « immorale » (72% des personnes de l'échantillon trouvent normal de tuer un animal pour le manger et 11% jugent cela immoral). L'échantillon comprend seulement 1,4% de personnes se déclarant végétariennes, et 0,15% se qualifiant de végans. Toutefois, 14% des personnes enquêtées déclarent qu'ils pensent cesser leur consommation de viande dans les 12 prochains mois et 18% la réduire. Il est à noter que ces déclarations ne sont que très rarement mises en œuvre, le nombre de végétariens n'augmentant qu'à la marge dans la population française (environ 2-3% aujourd'hui). Au total, dans l'échantillon, 66% des personnes n'envisagent ni de cesser, ni de diminuer leur consommation de viande. Les personnes souhaitant cesser leur consommation sont plutôt des jeunes (de 18 à 34 ans) et des femmes.



Les personnes de plus de 75 ans sont celles qui ont le plus souvent indiqué qu'elles n'envisageaient pas de cesser leur consommation de viande, mais aussi le plus souvent indiqué vouloir la diminuer. 20% des personnes de notre échantillon considèrent que, d'ici 100 ans, l'Homme ne mangera plus de produits animaux.

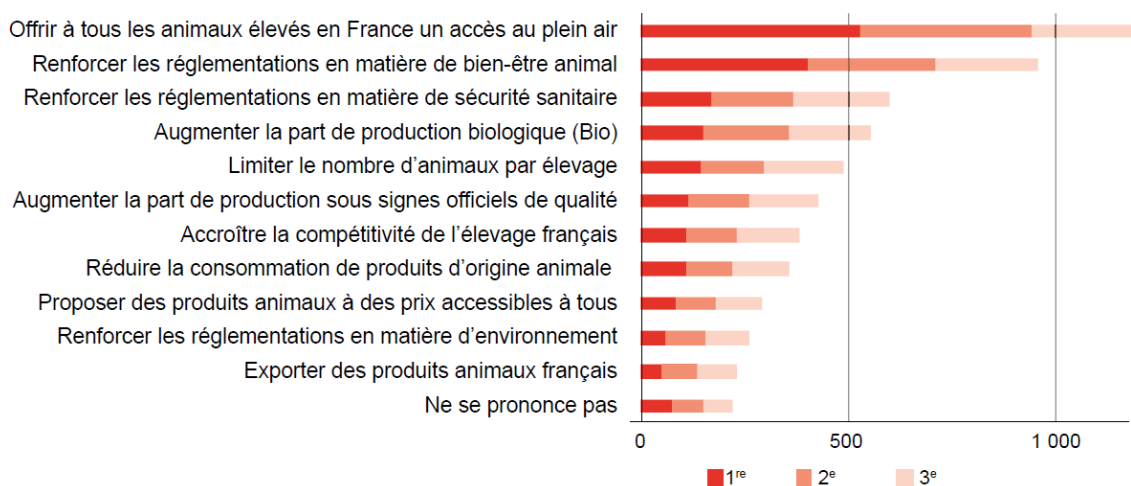
Ces différents chiffres laissent penser que les tendances à la baisse de la consommation observées sur le moyen terme en France constituent bien une tendance, qui ne devrait pas facilement s'inverser. Néanmoins, depuis 2016 la baisse effective de la consommation de produits animaux évolue très lentement, indiquant qu'une majorité des gens qui déclaraient qu'ils allaient cesser de consommer des produits animaux ne l'ont pas fait, comme le montrent les chiffres de la consommation indigène brute en France (source ABCIS, d'après Agreste et estimation). Les Français restent donc consommateurs réguliers de produits animaux (surtout les jeunes, qui consomment plus de produits transformés). A noter cependant qu'en 2020 la consommation de viande bovine a reculé de 2 % (avec néanmoins concomitamment +1,4 % de consommation de viande bovine française).

Des citoyens insatisfaits de certaines pratiques en élevage

Malgré une amélioration depuis 2015, une majorité de français dit mal connaître les modes de production végétales ainsi que les conditions dans lesquelles les animaux sont élevés (sondages BVA 2015 et 2021). Ainsi, dans ce sondage Accept en 2016, 60% des personnes enquêtées déclarent mal connaître l'élevage, et 59% des citoyens questionnés dans l'enquête ne sont pas satisfaits par les conditions de vie des animaux et leur bien-être (dont 38% pas du tout satisfaits). Par ailleurs, 52% de l'échantillon n'est pas satisfait du respect de l'environnement par les éleveurs, 40% par la sécurité sanitaire des produits, et 33% par l'entretien des paysages par l'élevage.

Les aspirations les plus fortes actuellement pour l'élevage : bien-être animal et qualité des produits

Parmi une liste de propositions, les personnes enquêtées ont choisi celles qui devraient, selon elles, être conduites en priorité. Ainsi, assurer l'accès au plein air à tous les animaux est pour le citoyen, de loin, l'action à mener prioritairement. Le renforcement de la réglementation concernant le bien-être animal arrive en seconde position.



Évaluation des actions à mener en priorité pour l'élevage par les citoyens (n = 1933).

Source : Sondage Ifop pour ACCEPT, juin 2016, traitement Idele.

Cinq profils de citoyens face aux attentes envers l'élevage

La moitié de progressistes

Parmi ce groupe des optimisateurs, les réponses sont très variables et moins caractéristiques qu'elles ne peuvent l'être dans les autres profils. On a l'impression de se trouver ici devant des individus plutôt intéressés par les débats autour de l'élevage, concernés par des préoccupations environnementales ou de bien-être animal, mais dont les convictions ne sont pas radicales, ni les connaissances sur les modes de production très précises, ils souhaitent des améliorations ponctuelles, sans très bien savoir dans quels domaines : ils sont dans l'incertitude. Ils souhaitent un renforcement des normes environnementales et de bien-être animal en élevage intensif, sans toutefois s'opposer à ce mode de production qui permet selon eux de produire en quantité suffisante des denrées animales à prix abordable. Ils se montrent satisfaits de la qualité sanitaire et de la traçabilité des produits animaux. Ils sont sensibles au bien-être des animaux dans les élevages et en particulier à l'accès au plein air. Ils consomment régulièrement tous types de produits animaux (viande, produits laitiers et œufs). Concernant l'évolution de leur consommation, leurs réponses représentent un panel large relativement équilibré allant d'une volonté de cesser toute consommation à celle de ne rien changer, en passant par des options intermédiaires (réduction). Ils achètent à la fois des produits standards et sous SIQO, en GMS et circuits courts, avec pour



premiers critères d'achats l'origine des produits (France et locale) et la qualité de l'alimentation des animaux (sans OGM).

Un quart d'alternatifs

Pour eux, l'élevage français est trop intensif : ils le qualifient d'« industriel » et ont un avis négatif sur de nombreux aspects le concernant (impact sur l'environnement, sur l'emploi, sécurité sanitaire, traçabilité, etc.). Ils soutiennent en revanche l'agriculture biologique, extensive, ou sous SIQO. D'ailleurs, près de la moitié des personnes consommant fréquemment des produits biologiques se classent dans cette catégorie.

Ils se déclarent très choqués par la privation d'accès au plein air pour les animaux dans certains élevages. Ils sont le plus souvent consommateurs modérés de produits animaux et/ou envisagent de diminuer leur consommation. Quelques-uns sont végétariens (ils ne consomment pas de viande mais éventuellement des œufs ou des produits laitiers). Les individus qui se rattachent à ce profil font fréquemment partie d'associations de protection de l'environnement et/ou des animaux.

Les enjeux prioritaires pour l'élevage français sont selon eux (par ordre d'importance) : de renforcer les réglementations en matière de bien-être animal en élevage, d'offrir à tous les animaux élevés en France un accès au plein air, de limiter le nombre d'animaux par élevage et de réduire la consommation de produits d'origine animale. Ils sont aussi tout à fait favorables à un étiquetage du mode d'élevage sur la viande et les produits laitiers (plein air ou non), à l'image de ce qui se fait pour les œufs, pour leur permettre d'effectuer leurs achats en connaissance de cause.

10 % de compétiteurs satisfaits

Ce profil se caractérise par des individus très satisfaits des modes d'élevage actuels et qui se déclarent peu, voire pas du tout, choqués par les conditions de vie des animaux dans les exploitations françaises. Ils consomment régulièrement des produits animaux et, pour la plupart d'entre eux, n'envisagent pas de modifier leurs modes de consommation à l'avenir. Ils sont particulièrement soucieux de la provenance des produits, qu'elle soit locale ou française. Pour eux, l'élevage français, qu'ils qualifient de « moderne » pour certains et de « traditionnel » pour d'autres, doit avoir pour objectifs l'exportation de ses produits, l'accroissement de sa compétitivité et la production de denrées à prix accessibles. Le modèle intensif, dans sa configuration et ses pratiques actuelles, répond à leurs attentes. Une amélioration de la productivité des exploitations françaises va dans le sens de leurs convictions.

Une minorité (2 %) d'abolitionnistes

Ce profil correspond à des individus qui ne consomment jamais de produits d'origine animale : ni viande, ni produits laitiers, ni œufs. Ils se déclarent très choqués par la condition des animaux dans les élevages et ont un avis très négatif sur tous les aspects de l'élevage. Ils considèrent que les enjeux prioritaires sont de réduire la consommation de produits d'origine animale (et donc leur production), d'offrir à tous les animaux élevés en France un accès au plein air et de renforcer les réglementations en matière de bien-être animal en élevage. Ils apparaissent également sensibles à la problématique environnementale. Ils sont convaincus que la consommation de produits animaux disparaîtra d'ici 100 ans. Les enquêtes menées en complément du sondage ont montré qu'un certain nombre d'entre eux se retrouve derrière la philosophie antispéciste qui rejette la catégorisation hiérarchique du vivant (selon laquelle l'humain est un animal « supérieur ») et est opposée à toute forme d'exploitation animale par les humains.

Une minorité (3 %) de sans-avis

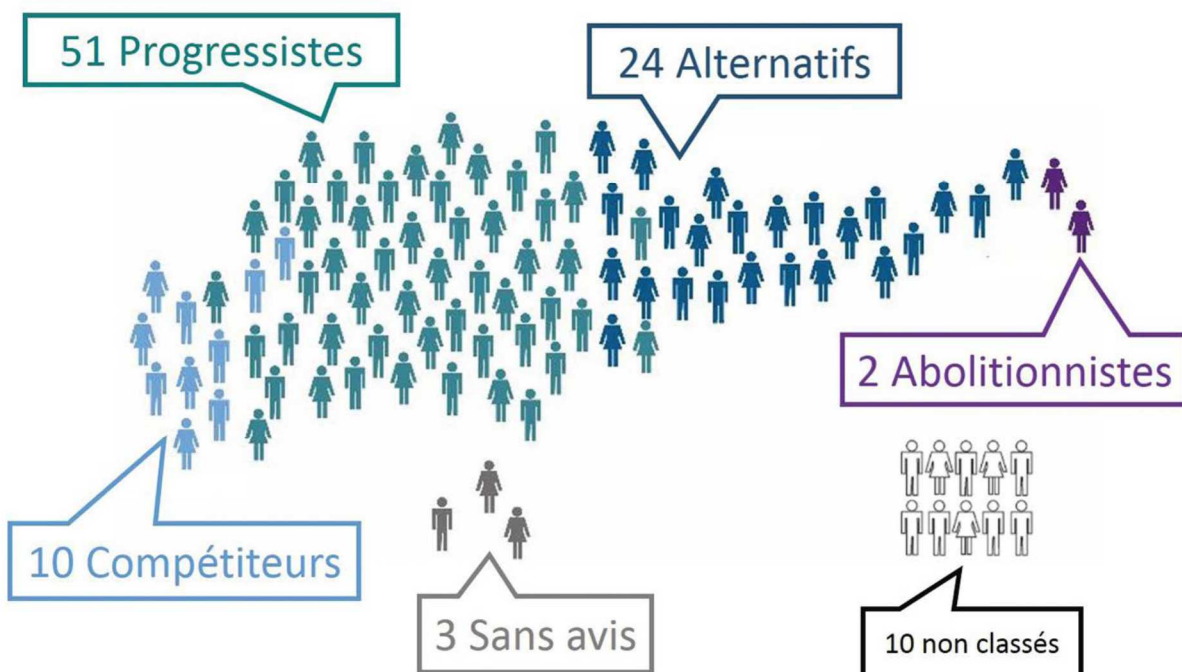
Ce profil correspond à des individus qui n'ont pas d'avis sur le sujet ou qui ne souhaitent pas se prononcer. Ils estiment très mal connaître l'élevage, ne pas être intéressés par les reportages sur ce sujet, et ne pas disposer de suffisamment d'informations sur les conditions d'élevage des animaux (à noter qu'ils semblent parfois ignorer cette information lorsqu'elle est effectivement disponible, comme par exemple, le code inscrit sur les œufs indiquant leur mode de production). Certains d'entre eux déclarent consommer très régulièrement des produits animaux et n'envisagent pas de modifier leur consommation. D'autres, à l'opposé, déclarent ne jamais consommer de produits animaux. Les premiers semblent donc être des individus non intéressés par la question de l'élevage et qui ne se préoccupent pas du mode de production des aliments. Les seconds apparaissent davantage comme des individus qui ne se sont pas sentis concernés par le questionnaire car ils ne sont pas consommateurs de produits animaux. Néanmoins, ils se distinguent des abolitionnistes car ils ne sont pas dans une logique militante et ne souhaitent pas particulièrement la fin de l'élevage (ils ne se prononcent notamment pas sur la valeur morale de tuer un animal pour le manger).

10 % d'inclassables

Chez des citoyens de ce groupe, certaines réponses au questionnaire apparaissent contradictoires ou bien leur profil ne ressemble pas fortement à l'un des autres groupes cités précédemment.



Pour 100 citoyens français :



Typologie des attitudes des citoyens envers l'élevage. D'après les résultats d'une analyse statistique par agrégation. Source : Sondage Ifop pour ACCEPT, juin 2016, traitement Idele.

A retenir : les tendances à la diminution de la consommation de produits animaux sont réelles.

Si le végétarisme reste aujourd'hui une pratique très peu développée, la tendance à la diminution de la consommation de produits animaux, et notamment de viande, est très fortement inscrite dans les discours, plus encore d'ailleurs que dans les pratiques. Seuls les deux tiers de notre échantillon n'envisagent pas de diminuer ou de cesser leur consommation et à peine plus de la moitié des plus jeunes. Parmi ceux-ci, la non-consommation de viande ou de produits animaux pourrait augmenter si l'on en croit leurs déclarations d'intention.

La sensibilité à la condition animale et la critique d'un certain nombre de pratiques d'élevage apparaissent, au travers des résultats cette étude, intrinsèquement liée à cette baisse de consommation, même si les chaînes de causalités et de conséquences sont complexes et multiples. L'accès au plein air pour les animaux et l'information du consommateur sur les modes d'élevage constituent les attentes les plus prégnantes (l'élevage en bâtiment toute l'année choque d'ailleurs davantage que les pratiques douloureuses pour les animaux).

Au-delà de ces tendances, l'étude confirme également la forte diversité des points de vue et pratiques de consommation dans la société française. Si seule une infime minorité se retrouve derrière les thèses abolitionnistes, un quart de nos concitoyens partagent une vision « alternative » de l'élevage, qui allie remise en question des modèles intensifs et forte réduction de la consommation. Seuls 10% des citoyens se situent en revanche clairement en soutien aux modèles intensifs et à la compétitivité des filières. La majorité de l'échantillon se situe dans une position intermédiaire, souvent inconfortable. Ils manifestent un intérêt mais un niveau de connaissances moyen, aimeraient que les pratiques soient « améliorées » sans vraiment savoir ce que cela peut recouper. Rassurer ce public paraît primordial.

Développer le dialogue entre parties prenantes permet d'améliorer la connaissance et la reconnaissance mutuelles pour, d'un côté, légitimer les éleveurs dans leurs rôles, et les aiguiller dans leurs choix d'investissements ou de pratiques et, d'un autre côté, rassurer les consommateurs vis-à-vis de ce qu'ils mangent, et notamment ceux qui hésitent sur leurs opinions et leurs comportements. Il est également important de pouvoir montrer aux citoyens la volonté réelle des acteurs de la filière de considérer leurs attentes, globalement ou au travers de démarches spécifiques.

Pour aller plus loin :

Delanoue E., Roguet C., 2015. Acceptabilité sociale de l'élevage en France : remises en cause et controverses sur l'élevage, regards croisés de différents acteurs de la société. INRA Productions Animales, 28, 39-50.

Delanoue E., Dockes A.-C., Roguet C., Magdelaine P., 2015. Points de vue et attentes des acteurs de la société envers l'élevage. Un regard sur les principales controverses. Renc. Rech. Ruminants, 22, 171-178.

Eurobarometre, 2005. Attitudes of consumers towards the welfare of farmed animals. TNS Opinion and Social, 229, 73p.

Eurobarometre, 2016. Attitudes des Européens à l'égard du bien-être animal. TNS Opinion and Social, 442, 23p.

Avec le partenariat financier de :

